



SEFE Marketing & Trading Limited, SEFE Group,
20 Triton Street, London NW1 3BF,
United Kingdom.

SEFE Energy SAS, SEFE Group,
159 rue Anatole France – Bâtiment B, Levallois-Perret, 92300 Paris,
France.

Date: 24/09/2024

RE: Réponse à la Consultation publique du 3 juillet 2024 sur une proposition de règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel.

Cher membres de la Commission de Régulation de l'Energie,

SEFE Energy SAS et SEFE Marketing & Trading Limited sont des filiales de SEFE Securing Energy for Europe GmbH ("SEFE"). SEFE, société internationale du secteur de l'énergie, assure la sécurité de l'approvisionnement et favorise la décarbonisation de ses clients. Les activités de SEFE couvrent la chaîne de valeur de l'énergie, de l'approvisionnement à la vente, au transport et au stockage, en passant par le négoce. Grâce à son expertise de plusieurs décennies dans le négoce et au développement de son activité GNL, SEFE est devenu l'un des principaux fournisseurs des clients industriels en Europe, avec un volume de vente annuel de 200 TWh de gaz et d'électricité. Ses 50 000 clients vont des petites entreprises aux municipalités et aux organisations multinationales.

SEFE remercie la CRE de donner l'opportunité aux acteurs de marché de soumettre leurs commentaires sur les propositions de règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel. **Globalement, nous sommes en désaccord avec l'application de cette nouvelle réglementation, notamment au marché du gaz naturel, et nous demandons plus de précisions concernant sa possible application au marché de l'électricité.**

Nous souhaitons souligner les points suivants :

L'article 18bis (a) directive (UE) 2024/ du parlement européen et du conseil modifiant les directives (UE) 2018/2001 et (UE) 2019/944 en ce qui concerne l'amélioration de l'organisation du marché de l'électricité de l'Union fait mention de la mise en œuvre de « *stratégies de couverture appropriées pour limiter le risque généré par des évolutions dans la fourniture en gros d'électricité pour la viabilité économique de leurs contrats avec les clients, tout en maintenant la liquidité sur les marchés à court terme et les signaux de prix qui en émanent* ».

Cette directive européenne ne concernant que la fourniture d'électricité, nous considérons que ce projet de réglementation devra nécessairement limiter son champ d'application au marché de la fourniture d'électricité, ce d'autant plus que la dernière directive en gaz¹ n'a pas prévu de dispositions équivalentes. De plus, nous constatons que cette présente consultation se concentre principalement, et à juste titre, sur les caractéristiques du marché de l'électricité.

Par ailleurs il existe déjà des instruments au niveau européen destinés à réduire le risque d'augmentation des prix du gaz et à garantir la sécurité d'approvisionnement.

Enfin, depuis la crise de 2022 liée à la guerre en Ukraine, et par contraste avec le marché de l'électricité, force est de constater que le marché français du gaz n'a pas été affecté par des défaillances de fournisseurs, ce qui rend cette réglementation prudentielle moins pertinente pour le secteur du gaz.

¹ Directive (UE) 2024/1788 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 concernant des règles communes pour les marchés intérieurs du gaz renouvelable, du gaz naturel et de l'hydrogène.

[Paragraphe 3.3.3. Couverture par des produits du marché de gros] Le périmètre d'application n'est pas clairement défini : il n'y a pas de distinction explicite entre les fournisseurs de gros et les fournisseurs au détail. D'après les 3 scénarios de fourniture cités dans la consultation, nous comprenons que les fournisseurs de gros seront, dans tous les cas, concernés indirectement par ces obligations de couverture. Par exemple, dans le cadre du scénario deux, il est essentiel qu'un fournisseur de gros ne soit pas restreint dans sa capacité à gérer des positions au sein d'un portefeuille global, conformément à sa politique interne et confidentielle de gestion des risques. En effet, elle doit être libre de réaliser des transactions internes et d'ajuster son exposition via différents segments de son portefeuille, tant que cela respecte les limites de risque définies dans sa propre stratégie. Cette flexibilité est cruciale pour optimiser la gestion des risques et maximiser l'efficacité du portefeuille. Nous insistons sur le fait qu'imposer des obligations de couverture aux deux types d'acteurs serait incohérent par rapport à l'objectif poursuivi (protection des consommateurs finaux).

[3.2.3. Niveau de couverture minimum cible] Le niveau de couverture minimal requis envisagé par la CRE est de 100 % de la consommation prévisionnelle (avec une marge de 3 %, soit 97 %). Nous estimons qu'un équilibre doit être trouvé entre l'encouragement aux bonnes pratiques et la flexibilité laissée aux acteurs du marché pour gérer leurs stratégies de couverture, tout en évitant des coûts de conformité excessifs qui pourraient nuire à la compétitivité du marché ou entraîner un abandon total des offres à prix fixe par les fournisseurs. Ces obligations auront un impact direct sur le marché à terme, réduisant la disponibilité des offres à prix fixe et la liquidité tout en entraînant le retrait de certains fournisseurs, ce qui irait à l'encontre de l'objectif visé par l'article 18bis (a) mentionné précédemment.

[3.2.1. Fréquence du contrôle et période analysée] Le contrôle annuel ex-ante et ex-post de la couverture entraîne une duplication des efforts pour toutes les parties concernées. En effet, les obligations de reporting d'informations aux autorités sont déjà couvertes via d'autres réglementations (MiFID, REMIT, etc.). De plus, certaines informations, telles que les stratégies de couverture, peuvent être hautement confidentielles.

Le périmètre de collecte des données n'est pas clairement défini : nous sollicitons des clarifications supplémentaires concernant les informations requises par la CRE dans les trois scénarios de fourniture sur le marché de gros, notamment sur le type d'informations qu'un fournisseur devra obtenir de ses contreparties.

[4.2. Notation financière] Enfin concernant la notation financière « *basée sur les informations fournies, mises à jour annuellement pour les contrôles réglementaires des obligations prudentielles* » envisagée par la CRE, nous estimons que la DGEC évalue déjà la capacité financière des fournisseurs lors de la délivrance ou du renouvellement des licences.

Nous espérons que ces points seront pris en compte et restons à votre disposition pour toute clarification supplémentaire.

Bien cordialement.



Arnaud Derambure

Senior Legal Counsel Sales & Portfolio - FR

✉ arnaud.derambure@sefe.eu

☎ +33 (0) 631241600

📍 159 rue Anatole France – Batiment B,
Levallois-Perret, 92300 Paris

🌐 <https://www.sefe-energy.fr/>

DocuSigned by:

Arnaud Derambure

A4826E77DBED40B...



Julian Khayar

Commercial Regulatory Affairs Advisor

✉ julian.khayar@sefe.eu

☎ +44 (0) 7825243190

📍 SEFE Marketing and Trading Limited, 20
Triton Street, London NW1 3BF

🌐 <https://www.sefe-mt.com/>

Signé par :

Julian Khayar

9964DA47B6A44A8...